Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 32 no 42 | Edmonton, semaine du 13 au 19 novembre 1998 | 16 pages | 60c

Publication du rapport sur la gestion francophone à Calgary

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

Le rapport sur la gestion de l'éducation francophone à Calgary a été rendu public le 4 novembre dernier. C'est après avoir rencontré le personnel et les parents des écoles Sainte-Marguerite-Bourgeoys et Queen's Park, les membres du Conseil de coordination, les conseils d'école, les deux conseils scolaires anglophones de Calgary et d'autres membres de la communauté de la région que Maître John Moreau de Calgary, nommé facilitateur en juillet dernier, a remis son rapport auprès du ministère de l'Éducation.

Il avait pour mandat d'aider la communauté francophone de Calgary à développer une compréhension commune de la question. Dans son rapport, le facilitateur ne fait pas de recommendations précises, il s'en tient exclusivement à présenter les divers points de vue et à constater les divisions au sein de la communauté.

À Calgary les conseils scolaires catholique et public, en collaboration avec le Conseil de coordination du Centre-Sud, gèrent les programmes francophones de la région de Calgary. D'une part, le Conseil de coordination a demandé qu'une autorité régionale francophone soit établie pour administrer ces programmes. D'autre part, certains membres de la communauté francophone de Calgary veulent maintenir le système actuel.

Les partisans au projet « sont d'avis que la communauté francophone de Calgary est un des derniers lieux au Canada où les parents visés par l'article 23 ne peuvent toujours pas exercer la plénitude de leur droit constitutionnel à la gestion. Ils estiment également que la lenteur des autorités à acquiescer à la requête du Conseil de coordination peut seulement s'interpréter comme un deni délibéré d'un droit constitutionnel fondamental des parents visés par l'article 23 qui résident dans la région scolaire francophone du Centre-Sud ».

Les opposants « au transfert immédiat à une autorité régionale ont répété qu'il était nécessaire d'effectuer une évaluation des incidences scolaires du modèle de gestion. Une telle évaluation devrait notamment inclure les résultats du rendement scolaire, le nombre d'élèves recevant de l'aide dans les classes-ressources, le taux de renouvellement du personnel et des élèves au fil des années, ainsi que les rapports financiers et les prévisions budgétaires à long terme pour les districts concernés. Les parents ont par ailleurs suggéré que le transfert ne devait se faire qu'après une étude de faisabilité déterminant s'il conviendrait de créer un conseil francophone catholique et un conseil francophone non-confessionnel ». D'autres trouvent qu'on accorde « trop d'importance à l'expérience d'Edmonton en matière de gestion, l'argument étant que la communauté francophone d'Edmonton est beaucoup plus enracinée que la communauté francophone de Calgary ».

Rappelons simplement que la Charte canadienne des droits et libertés accorde aux parents, dont la première langue est le français, le droit constitutionnel de faire éduquer leurs enfants en français là où le nombre le justifie. En Alberta, plus de 1800 élèves francophones sont inscrits à des programmes gérés par des autorités régionales francophones. En 1987-88, 1 500 élèves étaient inscrits à des programmes gérés par des conseils scolaires catholiques ou publics, y inclus les quelque 640 élèves de l'école Sainte-Marguerite-Bourgeoys du conseil scolaire catholique et les quelque 130 élèves de l'école Queen's Park du conseil scolaire public.

C'est M. Gary Mar, ministre de l'Éducation, qui tranchera la question d'ici la fin du mois de décembre.

Concours d'Halloween



Le Franco publie aujourd'hui les photos reçues à l'occasion de l'Halloween. Nous avons procédé à un tirage au sort parmi les photos reçues et le gagnant du concours est Olivier Alain, 4 ans, d'Edmonton, qu'on peut reconnaître ci-contre. Olivier recevra un bon d'achat d'une valeur de 30 $ à la librairie Le Carrefour d'Edmonton. Voir en page 6 pour les autres photos.

Cette semaine...

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

10015349 MICROFILM INC. SOCIETE CANADIENNE DU
464 RUE SAINT-JEAN
MONTREAL PQ H2Y 2S1
NX119 (U) 21L 5

Celui qui peut, agit. Celui qui ne peut pas, enseigne.

Maximes pour révolutionnaires

Radio-Canada veut exploiter trois nouvelles chaînes spécialisées de langue française

YVES LUSIGNAN

Ottawa

Après le succès obtenu par son Réseau de l'information (RDI), Radio-Canada souhaite maintenant obtenir une licence d'exploitation pour trois nouvelles chaînes spécialisées de langue française, qui pourraient être en ondes en l'an 2000.

Le Réseau de l'histoire (RDH), le Réseau des arts (RDA) et le Réseau de l'économie (RDE) de Radio-Canada ont ceci de particulier qu'elles offrent une participation réelle des communautés francophones et acadiennes à la programmation.

Ces trois demandes pour de nouvelles chaînes spécialisées seront entendues lors de l'audience publique du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), qui se déroulera à Montréal à compter du 7 décembre. Pas moins de 18 demandes seront entendues à cette occasion et la rumeur veut que le CRTC accorde 5 ou 6 nouvelles licences.

La question est maintenant de savoir si les francophones auront accès à ces nouveaux services. Radio-Canada s'est associée à Bell Satellite pour la distribution des signaux, qui elle-même exploite le service de radiodiffusion directe par satellite ExpressVU. Mais ce ne sont pas tous les foyers qui ont à la maison la petite soucoupe d'ExpressVU de la taille d'une pizza extra-large, qui permet de capter des dizaines et des dizaines de signaux.

Les câblodistributeurs disent de leur côté que la technologie ne leur permet pas, du moins pour l'instant, de distribuer toutes les nouvelles chaînes à leurs abonnés. On sait que dans certaines régions du pays, les francophones doivent continuellement être aux aguets lorsque le câblodistributeur local annonce l'arrivée de nouveaux canaux, qui se fait parfois au détriment des services en français.

Radio-Canada ne demande pas au CRTC une diffusion obligatoire pour ses trois nouvelles chaînes. On mise plutôt sur l'évolution de la technologie. Mais comme Radio-Canada avait déjà annoncé que si TVA obtenait une licence de réseau national avec distribution obligatoire il demanderait à son tour une telle licence pour tous ses nouveaux canaux, on ne sait pas si Radio-Canada joindra le geste à la parole.

Pour le moment, Radio-Canada propose d'offrir gratuitement le signal du Réseau des arts aux câblodistributeurs des marchés anglophones, et entend réclamer un tarif de seulement 6 cents par mois par abonné au câble pour le Réseau de l'économie.

Si Radio-Canada se lance dans l'aventure des chaînes spécialisées c'est tout simplement pour suivre la nouvelle tendance du marché.

Aux États-Unis, environ 45 pour cent de l'écoute de la télévision va aux chaînes spécialisées. L'été dernier, elles ont même battu les grands réseaux américains en terme de parts de marché. Au Canada anglais, l'écoute des chaînes spécialisées est en moyenne de 28 pour cent, avec des pointes allant jusqu'à 33 pour cent. L'écoute par les francophones des chaînes spécialisées dépasse les 20 pour cent : « C'est vraiment une tendance, les gens vont regarder de plus en plus les chaînes spécialisées. Si on ne leur offre pas en français, ils vont les regarder en anglais », estime Mme Vaillancourt.

Ceci dit, elle jure que les téléspectateurs ne seront pas privés de leurs émissions favorites sur la première chaîne si Radio-Canada obtient ses trois nouvelles licences. Autrement dit : les Beaux Dimanches ne disparaîtront pas de l'écran au profit du Réseau des arts. Pas plus que La Facture au profit du Réseau de l'économie. « Nous, Radio-Canada, et dans le cas du Réseau des arts, on a été très clair : les engagements, les obligations et les attentes du CRTC on va continuer à les respecter ».

Radio-Canada est la seule entreprise à proposer au CRTC un réseau spécialisé en arts en français. Ce n'est pas le cas en histoire et en économie, où elle devra affronter un projet concurrent proposé par l'entreprise privée.

La priorité : le réseau des arts

Le Réseau des arts est la grande priorité de la direction de Radio-Canada. Si le CRTC décide de n'accorder qu'une seule nouvelle licence à la télévision d'État, les arts passeront avant l'histoire ou l'économie : « Au conseil d'administration, c'était clair. Le réseau des arts, on y tient », confirme Mme Vaillancourt.

Le Réseau des arts va d'ailleurs répondre à l'une des revendications historiques des artistes francophones. « L'un des axes forts du projet va être d'assurer une diffusion et une plus grande visibilité du produit culturel francophone. Donc, de les faire connaître, de les montrer, d'en parler, de leur assurer une large distribution en faisant tous les jours un magazine ».

Le projet prévoit l'ajout de dix équipes de journalistes dans toutes les régions du pays, qui produiront chaque jour des reportages sur l'activité artistique et culturelle dans les villes et en dehors des grands centres. Les artistes hors Québec, ceux qu'on connaît et surtout ceux qu'on ne connaît pas, feront parler d'eux, promet Mme Vaillancourt : « On va commander des portraits. On va les faire connaître les artistes. Joe Fafard, le sculpteur animalier de Regina, il est connu dans le monde mais je suis pas sûr qu'il y a bien des gens qui savent qu'il parle français ».

Mais attention : on ne diffusera pas tous les festivals, toutes les pièces de théâtre, tous les spectacles produits par les francophones. Être en direct coûte cher et avec un budget annuel de 16 millions, le RDA devra faire des choix.

Il est donc peu probable qu'on diffuse en direct des festivals de la chanson qui misent sur la relève, comme le Festival franco-Ontarien ou celui de Caraquet. Par contre, Mme Vaillancourt imagine très bien le Réseau des arts s'engager à couvrir chaque année un certain nombre de festivals, qui seraient sélectionnés par un comité aviseur : « On peut avoir une rotation. On n'a pas juste une licence pour un an. Habituellement, c'est pour entre cinq et sept ans ».

L'approche est sensiblement la même pour ce qui est du Réseau de l'histoire. Des équipes volantes produiront des séries et des documents sur la petite histoire des villes et villages, sur des bâtiments historiques, des fêtes, des commémorations, sur tout ce qui fait l'histoire locale et régionale d'une communauté francophone.

Le Réseau de l'économie, qui est en fait un réseau sur la consommation, fera aussi appel aux régions. Des correspondants basés à Moncton, Québec, Toronto et Winnipeg alimenteront quotidiennement les diverses émissions. Le RDA pourra aussi compter sur l'Université de Moncton, l'Université d'Ottawa, le Collège de Saint-Boniface et la Faculté Saint-Jean, qui ont pris l'engagement de collaborer au contenu des émissions.

Radio-Canada mise beaucoup sur les producteurs indépendants pour enrichir la grille-horaire de ses trois chaînes spécialisées. Mais y a-t-il suffisamment de producteurs chez les francophones ? Mme Vaillancourt dit que oui, mais pas dans toutes les provinces. Elle pense que cette industrie pourrait se développer en fonction de la demande, surtout pour le documentaire qui est un genre qui gagne de plus en plus de popularité et de visibilité.

Séminaire sur la francophonie canadienne

YVES LUSIGNAN
Ottawa

Le 7e Séminaire d'été sur la francophonie canadienne aura lieu à St-Boniface au Manitoba... le printemps prochain !

Le thème retenu cette année est : *La Francophonie panaméricaine : état des lieux et enjeux.* Le séminaire « d'été » coïncide cette année avec la tenue d'un colloque international sur la francophonie panaméricaine, qui se tiendra du 20 au 22 mai au Collège universitaire de Saint-Boniface.

Cette initiative du Regroupement des universités de la francophonie hors Québec et du Réseau de la recherche sur les communautés francophones minoritaires du Canada, a pour but d'offrir des cours universitaires avec crédits sur des thèmes reliés à la francophonie canadienne.

Le séminaire s'adresse aux étudiants, enseignants, chercheurs et personnes oeuvrant au sein d'associations ou d'organismes qui travaillent au développement des communautés francophones. Entre 20 et 30 participants sont attendus chaque année.

L'Université d'Ottawa, l'Université de Moncton, la Faculté St-Jean en Alberta, l'Université Laval, l'Université Laurentienne, le Collège universitaire de Glendon ont déjà été les hôtes de ce séminaire, qui se déroulera à l'Université St-Anne en l'an 2000.

La date limite pour s'inscrire au séminaire de St-Boniface est le 20 janvier 1999.

Le NPD appuie les organismes francophones

YVES LUSIGNAN
Ottawa

La chef du NPD fédéral, Alexa McDonough, demande au gouvernement fédéral de réinvestir dans les organismes francophones et acadiens du pays.

« Les Libéraux ne peuvent plus ignorer leurs obligations envers les communautés francophones et acadiennes » a déclaré en Chambre Mme McDonough. Selon elle, le gouvernement doit cesser de faire des compressions dans ses programmes d'appui aux langues officielles.

Cet appui de Mme McDonough fait suite au passage dans la capitale nationale d'une délégation d'une cinquantaine de porte-parole des communautés francophones. Pendant deux jours, ils ont rencontré une quarantaine de ministres, députés et sénateurs dans le but de convaincre le gouvernement Chrétien de modifier sa politique en matière de financement des organismes francophones.

« La décroissance fait très mal. On est souvent en situation de rattrapage » a déclaré le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne, Gino LeBlanc, lors de sa comparution devant les membres du Comité permanent sur les langues officielles.

M. LeBlanc plaide en faveur d'un financement « significativement supérieur » au montant de 28 millions de dollars que le fédéral a dépensé en 1992-1993 pour le fonctionnement des organismes au pays. Plus encore, c'est tout le budget consacré aux langues officielles qui doit être bonifié selon M. LeBlanc.

Tous les organismes francophones doivent renouveler une entente pluriannuelle de financement avec le ministère du Patrimoine d'ici le 31 mars 1999.

Déclaration universelle des droits de l'homme :

Célébration du 50e anniversaire de la Déclaration

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

L'année 1998 marque le 50e anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'Assemblée générale de l'ONU. Pour souligner cet événement, la Fondation canadienne des relations raciales avait organisée quelques présentations suivies d'une réception pour commémorer l'événement à l'hôtel de ville d'Edmonton, le jeudi 5 novembre 1998.

Il est important de rappeler que la Déclaration universelle des droits de l'homme « constitue le prononcé fondamental de la communauté internationale à l'égard des droits inaliénables et inviolables de tous les membres de la famille humaine ». La déclaration a été proclamée le 10 décembre 1948 « à titre d'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations en matière des droits de l'homme. La Déclaration énumère les nombreux droits (civils, politiques, économiques, sociaux et culturels) auxquels sont habilités tous les habitants de la Terre ». On se rappellera simplement que la Déclaration a été précédée par la Charte des Nations Unies qui « avait été conçue principalement pour éviter que ne se répètent les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale ».

Comme l'indique la Fondation dans son bulletin daté du mois de septembre 1998, « par cette déclaration, la communauté internationale a pris la décision de dénoncer l'injustice et l'inégalité ». Mais il est nécessaire de s'assurer que ces principes soient aussi respectés au Canada. D'après Mohammed Brihmi, directeur des communications et du développement de la Fondation : « Le Canada est parmi les pays les plus avancés dans la question du respect des droits de la personne. Cela ne veut pas dire que nous sommes un pays parfait. Nous avons beaucoup de chemin à faire pour s'assurer que les abus du passé ne se reproduisent pas dans notre société soit envers les autochtones, les minorités raciales de toutes origines, les femmes, les personnes handicapées ou tout autre groupe minoritaire dans notre société. Être minoritaire, c'est pas un défaut. Être minoritaire demande le respect de chacun et chacune pour ce que nous sommes et je pense que comme Canadiens et Canadiennes nous devons faire davantage pour arriver à ce niveau de respect. Nous avons fait de grands pas pour reconnaître dans la législation le respect de certains groupes, mais nous avons encore du chemin à faire pour s'assurer que ce respect existe dans les faits. »

Mohammed Brihmi

Photo : Nathalie Kermoal

La Fondation canadienne des relations raciales s'est fixée comme objectif « de contribuer à l'essor d'une société canadienne plus harmonieuse, qui admet les manifestations racistes de son passé, reconnaît la présence du racisme aujourd'hui, et s'engage collectivement à bâtir un avenir juste et équitable pour tous les Canadiens et Canadiennes ». D'après M. Brihmi, « c'est par le travail de sensibilisation qu'on pourra combattre le racisme. Être raciste n'avance pas la société, ça nous ramène en arrière. L'éducation est donc un élément fondamental dans l'élimination du racisme. Par ce moyen, nous arriverons à faire changer les préjugés des gens ainsi, ils pourront voir la lumière de la vérité ».

Pour ceux et celles intéressés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, vous pouvez lire le texte au complet à l'adresse internet suivante :

http://www.unac.org/français/rights/declaration.html

Savons-nous comment enrichir notre vie familiale ?

Titre d'un atelier présenté par Action Éducation Femmes

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

Mme Florence Gobeil-Dwyer, professeure à la Faculté Saint-Jean, bien connue pour ses travaux sur les femmes à la retraite, s'intéresse depuis longtemps à la famille. Action Éducation Femmes a donc invité Mme Gobeil-Dwyer à animer un atelier qui traitera de la vie familiale d'aujourd'hui le samedi 21 novembre 1998.



Photo : Nathalie Kermoal

Mme Florence Gobeil-Dwyer donnera une conférence lors d'un atelier du groupe Action Éducation Femmes.

La famille est vieille comme le monde et à chaque époque, ses problèmes. Si pendant longtemps, l'accent était mis sur la communauté et moins sur l'individu, maintenant c'est le contraire. Ceci, nous fait souvent oublier que la communauté à ses propres besoins. Selon Mme Gobeil Dwyer, « en plus de mettre l'accent sur l'individu, certaines choses peuvent nuire énormément comme la télévision, par exemple. Un enfant qui regarde la télé en moyenne 26,4 heures par semaine s'isole du système familial. De plus, même si 2 ou 3 personnes regardent la télévision en même temps, il n'y a même pas de lien entre eux. On ne peut pas vraiment parler de destruction de la famille comme on le lit parfois dans les journaux ou les magazines, mais il me semble cependant que nous sommes dans une période de crise, de transition et il faut y faire face avec les yeux ouverts ».

Mme Gobeil-Dwyer pense commencer son atelier par la métaphore du crapaud. Comme elle l'explique, « si on met un crapaud dans un bocal d'eau chaude, il va sauter pour échapper à cet environnement hostile. Mais si on met plusieurs crapauds dans de l'eau froide et que graduellement on réchauffe l'eau, ils vont mourir parce qu'ils s'ajustent à la température de l'eau et lorsqu'ils réalisent que l'eau est bouillante, c'est trop tard. Pour la famille c'est la même chose. Donc dans cet atelier, je vais surtout me pencher sur ce qui peut nuire au bon fonctionnement du système familial. Les choses qui peuvent empêcher une bonne communication comme les secrets, les rôles, les mythes qui existent dans la famille et qui ont un impact sur le fonctionnement du noyau familial. Prenons, par exemple, le cas du mythe : *les enfants d'abord*. On fait tout pour les enfants et le couple finit par se perdre de vue, ceci n'est pas enrichissant pour la famille. Il est nécessaire d'avoir un équilibre, pour que le couple soit fort, pour qu'il devienne un modèle d'amour ».

« On essaiera aussi de définir ce qu'est une famille, la structure qu'elle peut avoir. Notons en passant que moins de sept pourcent des familles sont encore qualifiées de familles traditionnelles. On parle donc aujourd'hui des familles et non de la famille. Ensuite, on déterminera les problèmes que l'on retrouve dans certaines d'entre elles et ce que l'on peut faire pour y remédier, c'est-à-dire de trouver des éléments de réponse, des outils qui permettront d'enrichir le système familial. L'important est de déterminer comment on va s'organiser pour faire en sorte d'avoir non seulement des rapports de qualité, mais aussi de mettre l'accent sur la quantité. »

Dans cet atelier de sensibilisation, Mme Gobeil-Dwyer veut donner la possibilité aux participantes de partager leur peur et leur sagesse autour de ces questions fondamentales. Elle espère pouvoir les aider à préparer des listes d'activités qui à long terme auront un impact positif sur leur famille et elle aidera aussi à la redéfinition des rôles homme-femme.

ÉDITORIAL

National Post ou *Globe & Mail*?

On pouvait s'attendre à tout au Canada, mais certainement pas à une bagarre de journaux! Eh bien c'est chose faite. Avec l'arrivée du *National Post*, voilà que la ville entière de Toronto frémit! Les consommatrices de la presse sur papier aussi, mais pas pour les mêmes raisons. Prenons le cas du samedi matin, par exemple. Qui n'aime pas en cette première journée de fin de semaine, se lever un peu plus tard que d'habitude, sauter dans son jean pour aller chercher le journal pendant que, lentement, le café est en train de se faire. Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais depuis la fin du mois d'octobre, je suis obligée de prendre mon sac à dos pour aller chercher mon journal. Car, chers lecteurs et lectrices si vous voulez lire les nouvelles locales, vous n'avez d'autre choix que d'acheter le *Edmonton Journal*; à cela vous devez ajouter pour les nouvelles nationales le *Globe & Mail* avec ses multiples sections supplémentaires et maintenant, le petit dernier de la bande, le *National Post*, au cas où il révèlerait des faits que le *Globe* aurait manqués. Heureusement que *Le Franco* arrive par la poste! Si par hasard, vous aviez envie de faire quelques emplettes, voire même acheter de petits croissants tous frais de chez Madame Amandine, oubliez cela tout de suite, vous n'avez même plus de place dans votre sac. Vous êtes condamné à vous nourrir de nouvelles et à vous laisser crever de faim. Si Conrad Black est le magnat de la presse, vous vous transformez rapidement en maniaque des journaux!

Avoir un nouveau journal national, cela représente deux fois plus de lecture par jour et à la différence du nez de Pinocchio, les journées ne rallongent pas! Au lieu de passer le samedi matin à lire le *Globe & Mail*, maintenant il faut toute la journée du samedi, voire même le dimanche, pour vous les *taper* tous. Je suis persuadée que d'ici deux ans, si des scientifiques font des recherches, ils trouveront un taux de caféine très élevé chez les Canadiens. Et je vous fais grâce des autres journaux mondiaux, car quand on est dans la presse, on n'a pas le choix on est obligé de se tenir au courant. Bonjour les yeux! je vais certainement finir avec des tessons de bouteille à la place de mes fines montures de lunettes!

Pour ceux et celles qui n'ont pas pu résister à la tentation et qui ont déjà eu l'honneur de tenir le petit dernier de Conrad Black entre les mains, le *National Post* ressemble étrangement au *Financial Post* acquis lui aussi par le magnat de la presse l'été dernier. D'ailleurs, le journal se vante déjà de ses 175 000 abonnés alors que 120 000 proviennent directement du *Financial Post*. On ne peut pas dire que la chasse aux abonnés aura été trop difficile. D'ailleurs, Conrad Black est le propriétaire d'une soixantaine des 105 quotidiens du Canada dont, pour n'en citer que quelques-uns, *Le Droit* et *The Gazette*.

En fait, le Canada n'avait pas vraiment besoin d'un autre journal conservateur venant tout droit de Toronto et axé sur le monde des affaires et les politiques néolibérales. Nous avions plutôt besoin d'un journal national décentralisé qui donnerait un ton bien différent de celui du *Globe*. Hélas, le ton reste à peu près le même et la qualité des articles est beaucoup moindre que ceux du *Globe*. Sur un plan purement esthétique, le *Globe & Mail* a bien fait de renouveler son image, car elle sera dure à battre. Mais à quand un journal national francophone? Existe-t-il quelque part au Canada, un Conrad Black francophone? Aux dernières nouvelles glanées dans ... je ne sais plus quel journal déjà, un avis de recherche a été lancé!

Nathalie Kermoal

JEAN CHRÉTIEN SE COMPARANT À MARK MCGWIRE

FAUSSE BALLE!

CHAREST

MICHEL LAVIGNE ©APF-320

COURRIER DES LECTEURS

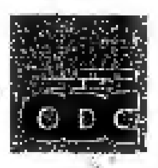
Aux dirigeants de la télévision de Radio-Canada en Alberta :

Par la présente j'aimerais exprimer ma très grande déception face à la couverture télévisée de l'événement *L'Alberta francophone loin des yeux, près du coeur*. Je trouve regrettable de n'avoir vu que des reportages sur des réunions et ateliers qui n'ont eu aucun impact. Ce sont les spectacles en soirée qui ont suscité le plus d'intérêt, en particulier celui du vendredi soir avec Lé Twés et Crystal Plamondon. De cet événement, aucun mot ni aucune image n'a été diffusée. Ce qu'on a vu à la télévision nous a vraiment donné l'impression que l'événement a été un échec alors qu'on a su (grâce à d'autres moyens) que c'était loin d'être le cas.

N'ayant pu être présente, je comptais sur Radio-Canada Alberta, ma télévision, pour me sentir un peu plus *près des yeux*.
Je ne comprends pas ???

Sophie Savoie
St-Isidore

Directrice: Nathalie Kermoal
Adjointe Admin.: Micheline Brault
Infographiste: Charles Adam
Journaliste: Patricia Hélie



Fondation Donatien Frémont, Inc.

OPSCOM

APF
Association de la presse francophone

Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. *Le Franco* est imprimé par Gazette Press Ltd. de Saint-Albert. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour une erreur de notre part dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du *Franco*.



#201, 8527 - 91e rue, Edmonton (AB) T6C 3N1
téléphone: 465-6581 télécopieur: 469-1129
courriel: n.kermoal@francalta.ab.ca

Correspondants:

Calgary	**Plamondon**
Alain Bertrand	Joël Lavoie
Centralta	Denise Lavallée
Martin Blanchet	**Red Deer**
Fort McMurray	Claire Hélie
Nicole Paquette	**Rivière-la-Paix**
Lethbridge	Noëlla Fillion
Mireille Duon	Patrick Henri
Medicine Hat	**Saint-Paul**
Diane Morissette-Franz	Richard Blouin

OPINION

La perception de l'autre suppose une certaine ouverture d'esprit

RICHARD TOUPIN

Edmonton

J'ai récemment assisté au colloque du CEFCO (Centre d'études franco-canadiennes de l'ouest), plus précisément à quelques unes des communications à l'horaire du colloque. Car j'étais particulièrement attiré par le thème de la rencontre : *La perception de l'autre et la francophonie : hier, aujourd'hui et demain.* C'est en réaction à la communication présentée par Dean Louder, professeur de géographie à l'Université Laval à Québec, intitulée *Exorciser l'amnésie collective des Québécois. Rappeler l'Amérique française* que j'ai décidé d'écrire ces quelques mots.

Le professeur était accompagné par des étudiants québécois inscrits à son cours portant sur les minorités francophones. Ce dernier comporte un volet excursion qui permet aux étudiants de voir de plus près la réalité des communautés francophones minoritaires.

J'étais donc intéressé à voir comment le professeur s'y prendrait pour démontrer cet état amnésique dont souffrent les Québécois. Je rappelle qu'amnésie signifie perte totale ou partielle de la mémoire. Le professeur commence par énumérer les endroits visités durant les diverses excursions. Ainsi, les participants ont pu aller une année au Manitoba et une autre rendre visite à une communauté francophone du Minnesota.

Puis, le professeur s'est mis à raconter des anecdotes tendant à montrer l'ignorance des étudiants québécois. Ainsi il relate qu'un groupe de ses étudiants qui participaient alors à une célébration religieuse ne savaient plus quand il fallait se mettre debout ou se mettre à genoux. Ceci m'a fait quelque peu sursauter. Je ne comprenais pas la pertinence de l'anecdote. Bon, l'auditoire a bien ri. Je voyais pas vraiment où il voulait en venir. Mais peut-être qu'il savait qu'il aurait de l'effet. En tout cas, à voir son large sourire, l'universitaire semblait satisfait.

C'est un fait que la pratique religieuse a diminué au Québec, comme partout ailleurs. La baisse est plus accentuée au Québec qu'ici. Probablement que les institutions religieuses n'ont pas su et ne savent toujours pas répondre au questionnement des jeunes. Ceux-ci ont peut-être fait d'autres choix. Le paysage religieux au Québec a radicalement changé au cours des quarante dernières années. Le Québec est passé d'une société unanimiste sur le plan religieux à une société pluraliste... et plus tolérante à cet égard. Je dirais que la démarche reli-gieuse est devenue une affaire plus personnelle au Québec. Je crois que c'est un acquis et un progrès sur le plan des libertés individuelles.

Il se peut qu'un jeune ne sache plus faire une génuflexion, mais il peut être actif dans son milieu, on peut le retrouver dans une association faisant du travail social.

Plus tard, il raconte la visite d'un autre groupe dans une communauté métis. Les propos du professeur laissaient entendre que les étudiants semblaient peu ouvert à leur égard. Il parlait de l'étroitesse d'esprit "du petit bourgeois de Sainte-Foy"- l'Université Laval est situé à Sainte-Foy, un milieu socio-économiquement aisé qui pourrait être comparé à Saint-Albert -.

Durant les événements d'Oka, j'étais en route vers l'Ouest et j'écoutais une émission de ligne ouverte sur CBC qui s'appelait, si je me souviens bien, *Cross Country Check-Up*. Un intervenant dit avec force - l'émission portait sur Oka - : "Quebec is the most racist province in Canada". Et ce qui m'a le plus surpris, c'est que l'animateur n'a pas demandé à son interlocuteur d'étayer son affirmation. Ce fut plutôt un silence très long. À la radio, ça fait très long et ça laisse songeur.

À l'époque, il y eut une réaction presque jubilatoire au Canada anglais. Oka permettait de se donner bonne conscience. On pouvait ainsi se débarrasser du malaise ou du sentiment de culpabilité qui suivait l'échec du lac Meech.

Je dis tout cela parce qu'on tente souvent de faire porter des chapeaux au Québec qui ne lui vont pas du tout. Québec raciste, Québec amnésique, c'est gros. Comprenons-nous bien tout de suite: qu'il y ait des gens bornés au Québec, j'en conviens; qu'il y ait des gens qui connaissent peu ou pas suffisament la situation des communautés francophones minoritaires, je suis d'accord.

La somme des anecdotes du professeur Louder donnait l'impression que le Québec est replié sur lui même, ne pense qu'à lui-même et est oublieux de ses frères et soeurs francophones.

Pourtant, le Québec était à côté de ses frères et soeurs à maintes reprises dans l'histoire. Ils ont aidé à amasser une somme importante – pour l'époque – pour aider les Franco-Albertains à ériger une radio française à Edmonton. Dans les années cinquante, des campagnes ont été menées pour amasser des sous auprès des écoliers pour l'école française dans l'Ouest. Écoles qui étaient alors refusées aux francophones. Dans les années soixante, le gouvernement québécois a mis sur pied un programme d'échange qui envoyait des professeurs québécois pour enseigner le français en Louisiane. Récemment, les Québécois ont répondu à l'appel des Franco-Ontariens pour les aider dans leur lutte pour maintenir l'hôpital Montfort, le seul hôpital francophone en Ontario.

À un autre niveau, plusieurs artistes provenant des différentes communautés francophones, tel Zacharie Richard, Edith Buthler, Daniel Lavoie, ont connu un grand succès au Québec. Les Québécois/es sont très réceptifs/ives à l'expression artistique de ces communautés.

De plus, le gouvernement québécois a conclu récemment des ententes avec différentes bandes indiennes. Ces ententes, même si elles sont pour certains imparfaites, contribueront tout de même à la prise en charge par les communautés autochtones de leur développement économique. C'est un pas en avant.

Le professeur Dean Louder devrait aller voir du côté "des petits bourgeois de Saint-Albert", il obtiendrait peut-être aussi des réponses surprenantes. Un professeur enseignant le français langue seconde me racontait qu'un de ses élèves s'était levé en classe pour dire que son père pensait qu'il n'avait pas besoin d'apprendre le français, que c'était inutile. Et je vous fait grâce du langage utilisé. Non, le Québec n'a pas l'apanage de l'étroitesse d'esprit.

Cela me désole beaucoup quand je vois des francophones s'adonner au "Québec bashing". Arriver à percevoir l'autre exige définitivement un effort. Ceci est vrai autant pour les Québécois/es que pour les autres francophones vivant en milieu minoritaire.

Une visite à Lethbridge



DIANE MORISSETTE-FRANZ
Lethbridge

Les francophones de Medicine Hat ont récemment rendu visite à leurs cousins de Lethbridge à l'occasion d'une exposition organisée par le centre d'arts visuels d'Edmonton. L'exposition regroupait des oeuvres d'artistes et artisans tels que Kathy Daley, Margot Lagassé, Doris Charest, Louise Piquette et David Belzile et se tenait dans les locaux de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale de Lethbridge. Sur la photo, on reconnaît Diane Morissette-Franz, Gisèle Boutin-Desjardins du Centre d'arts visuels et Andréa Lewis, agente de développement de l'ACFA de Medicine Hat. (Photo : Denis Flageol)

Concours d'Halloween



Mireille et Éric Boivin
Edmonton



Sylvie Provencher
Edmonton



Daniel Sauvé
Edmonton



Éric Vandersteen
Legal



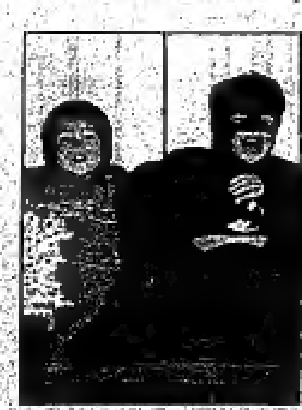
Lise Hennessy et
Colette Gagné, Legal



Julie Provencher
Edmonton



Samuel Beaudoin
Edmonton



Mathieu et Patrick
Coones, Edmonton



Fabien Vandersteen
Legal



Bertrand Roy
Edmonton



Benoît Marcotte
Medicine Hat



Sophie Marcotte
Medicine Hat

Laurence Jalbert à Edmonton

Un tourbillon de folie

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

Avec trois albums en banque, la Québécoise Laurence Jalbert sera à Edmonton le 22 novembre prochain, à l'auditorium de la Faculté Saint-Jean, pour présenter son dernier album, *Avant le squall*.



C'est une Laurence Jalbert morte de nervosité mais en super forme que j'ai joint au téléphone. Une femme fonceuse et déterminée qui a très hâte de rencontrer les francophones de Winnipeg, Vancouver et Edmonton. La nervosité, elle la devait à sa tournée de spectacles qui devait prendre son envol dès le lendemain de notre entretien. Une tournée d'ailleurs très attendue de son public puisque le dernier album a été lancé en mars dernier.

Quand on lui demande de se décrire, elle dit qu'elle est complètement folle, une folie contagieuse dont on ne saurait d'ailleurs plus se passer. « Je dis souvent à ma fille que je suis complètement folle, que je n'ai pas de milieu, dit-elle. Je suis très consciente du privilège que j'ai de pouvoir m'adresser aux gens, de pouvoir le chanter, de pouvoir le dire. Et tant qu'à avoir ce privilège, je ne veux pas l'utiliser juste pour divertir. Tant qu'à écrire, je veux avoir des textes percutants, avoir des choses qui se rendent tout de suite au but, qui passent par le nombril et qui font frissonner. Parce que s'il y a quelques trucs qui sont universels, c'est la vie, la mort, les impôts et les frissons. Tout le monde en a des frissons. Moi c'est comme ça que j'ai décidé de faire, en faisant résonner une ou plusieurs cordes pour que, lorsque les gens sortent du spectacle ou après avoir écouter l'album, qu'ils se sentent plus prêts à affronter ce qu'ils ont à affronter. »

Et quand Laurence parle d'affronter la vie, elle sait très bien de quoi elle parle. C'est que depuis qu'elle est toute petite, la vie n'a jamais été facile. Tout ce qu'elle a, elle l'a chèrement défendu avec toute l'énergie dont elle est capable. « Même quand j'étais jeune, je travaillais toujours très fort et, quand j'arrivais près du but, il m'arrivait toujours quelque chose de pas possible, comme de tomber malade », se souvient l'artiste.

« Il a toujours fallu que je me batte. Une Gaspésienne qui arrive à Montréal à 16 ans pour travailler, dans le temps ce n'était pas facile. Je me faisais traiter de *mangeuse de morue*, et en plus j'étais une femme. Il n'était pas question qu'une Gaspésienne ait du talent, ça ne se pouvait pas. À ce moment-là je ne chantais pas, je jouais du clavier et je n'étais pas supposée avoir du talent parce que j'étais une Gaspésienne », dit-elle en insistant bien sur le mot *une*.

Depuis deux ans, tout va bien dans la vie de Laurence. Ce qui n'a pas été le cas pendant les deux années précédentes. « Je suis une femme qui est une mère avant tout. Ensuite, je suis une chanteuse et une professionnelle. Je suis tombée enceinte, je travaillais très, très fort, j'étais en menace de fausse couche et j'ai eu mon bébé à 26 semaines de grossesse. Il a été entre la vie et la mort pendant trois mois. » Une fois que son fils a eu la vie sauve, elle est à son tour tombée gravement malade. Victime de la bactérie mangeuse de chair, elle a passé à un cheveu de la mort et ne sait toujours pas par quel miracle elle s'en est sortie. Pour compléter la « trilogie », comme elle le dit si bien, elle s'est séparée « d'une façon assez fracassante » d'avec le père de son fils. Trois événements qui ont été des plus bouleversants pour la Gaspésienne.

« Pour la première fois de ma vie, j'ai admis que je n'avais pas de contrôle sur rien, raconte-t-elle. Je suis très dominatrice. J'avance, j'ouvre les portes, je les défonce assez souvent, mais là, je n'étais plus capable. J'ai mis deux ans à m'en remettre et j'ai ensuite commencé à écrire les chansons du dernier album. Mais je ne voulais pas que ce soit aussi douloureux que ça l'avait été pour moi, je voulais avoir un détachement et je pense que j'ai réussi. Je parle de mon fils dans *Chanson pour Nathan*, je parle de ma séparation dans *Le 15 décembre*, en général je parle de cette urgence de vivre que j'ai de par ma maladie et ça paraît plus ou moins. On ne ressent pas cette dépression que j'ai vécue pendant deux ans. Je ne voulais pas mettre un boulet avec mes douleurs, mon nombril et mes problèmes. Je voulais faire en sorte que les gens s'identifient. Je pense que c'est quand on a sorti la chanson *Pour toi* que ça s'est fait. Je parle de l'urgence d'aimer, de l'urgence de l'amitié, de l'amour inconditionnel, de dire à quelqu'un " mais je t'aime tellement que je me serais fait couper les deux bras mais ça ne ferait même pas assez mal pour moi, juste pour te dire à quel point je t'aime. Je te donnerais ma vie une seconde avant ma mort, tellement je t'aime". C'est cette urgence-là que j'ai voulu placer sur l'album. »

Lors de son spectacle à Edmonton, les spectateurs peuvent s'attendre à rencontrer une lionne. Avec sa crinière rousse et son énergie entraînante, personne ne sera surpris de savoir que son signe astrologique est le lion. Même si elle en sera à sa première visite dans la province, ça ne veut pas dire pour autant que les spectateurs en auront moins. « Je livre un show comme je livre une bataille, c'est-à-dire qu'il faut que je gagne. J'ai une très grosse tournée à faire et je suis très contente, mais c'est un public que j'ai déjà vu, sauf dans l'Ouest où c'est nouveau pour moi et j'ai vraiment hâte. Je sais que c'est cliché de dire ça, mais je jure que c'est vrai : je donne mes shows comme si c'était à chaque fois le dernier. Je m'use jusqu'à la corde. Je ne me pose même pas la question si je vais être capable d'en faire un autre le lendemain. Je n'ai jamais fait de distinction entre le fait que j'étais à Havre St-Pierre ou à Montréal, je présente exactement le même spectacle. Je viens d'une région alors jamais je vais prendre les gens des régions ou des endroits plus éloignés comme étant acquis. On peut donc s'attendre à beaucoup, beaucoup de folies pour le spectacle que je présenterai à Edmonton », conclut Laurence Jalbert avant de retourner répéter son spectacle.

SAVEZ-VOUS QUE...

Le bilinguisme, une valeur sûre pour les jeunes...
Le taux de bilinguisme chez les jeunes de 15 à 19 ans de toutes les provinces et des territoires est demeuré stable ou a augmenté au cours de la dernière décennie. Le nombre absolu d'adolescents bilingues dans cette tranche d'âge s'est accru de 166 380 en 1981 à 424 225 en 1991. L'augmentation atteint plus de 100 % à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Invitons nos jeunes au travail :

C'est ça aller travailler...

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

Le 4 novembre dernier, en plein coeur de la Semaine nationale des carrières, avait lieu la journée *Invitons nos jeunes au travail*, une activité nationale à laquelle les écoles Maurice-Lavallée, Citadelle, La Prairie et La Vérendrye ont pris part.

L'activité vise les élèves de la neuvième année et consiste à suivre un parent, tuteur, ami de la famille ou bénévole au travail afin de mieux comprendre ce que ça représente que d'aller travailler.

Le programme à pris naissance en 1994 dans la région de Toronto alors que les gens d'affaires, leader communautaire et enseignants de l'endroit se sont mis ensemble afin de donner aux jeunes un aperçu le plus complet possible de leur avenir et des possibilités de carrière qui existent. Depuis deux ans, le groupe Alliance-Éducation a pris les choses en main afin d'étendre le projet au niveau national.

Alliance-Éducation est un organisme à but non lucratif qui, par la journée *Invitons nos jeunes au travail*, poursuit quatre objectifs très précis : encourager les étudiants à poursuivre leurs études ; les aider à préparer la transition entre l'école et le monde du travail ; leur offrir la chance d'enrichir leurs connaissances et promouvoir des carrières en sciences et en technologie.

Photo : Patricia Hélie

Cassandra McLellan a passé la journée à l'animalerie du centre d'achat Bonnie Doon où elle a eu la chance d'avoir un aperçu de ce qu'est le métier puisque c'est exactement ce qu'elle aimerait faire plus tard.

Cette année, c'est plus de 400 000 étudiants de neuvième année à travers le Canada qui se sont rendus dans plus de 75 000 lieux de travail. Bien que l'événement ne dure qu'une seule journée sur les lieux de travail, les enseignants consacrent préalablement beaucoup de temps en classe à préparer leurs élèves et à les aider à profiter le mieux possible de cette journée. L'expérience se poursuit également après l'activité puisque les jeunes doivent réfléchir à leur journée et évaluer ce qu'ils ont appris.

« Ce programme offre une expérience enrichissante à toutes les personnes qui y participent. Il profite aux élèves, aux parents, aux lieux de travail et à la collectivité », affirme Lori Cranson, vice-présidente de l'Alliance-Éducation. « L'éducation est une ressource précieuse pour les jeunes. »

À l'école Maurice-Lavallée les jeunes se sont rendus dans des endroits très différents, allant d'une librairie à une animalerie en passant par une station de radio ou un établissement universitaire.



Photo : Patricia Hélie

Stéphanie Caron-Lamarre a passé la journée à la librairie Le Carrefour d'Edmonton. C'est elle qui a eu la responsabilité de monter l'étalage des disques de Noël pour que le tout soit le plus attrayant possible.

TVA diffusé partout au pays :

Une victoire plus significative pour certains

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

S'il y avait une personne heureuse de la décision du CRTC de faire de TVA un réseau national avec diffusion obligatoire par la majorité des câblodistributeurs du pays, c'est bien Mme Sonia Gaal.

C'est qu'en 1994, l'avocate d'Edmonton qui était abonnée à Vidéotron, pouvait capter le signal de TVA, mais en raison d'un problème de satellite, Vidéotron avait retiré le réseau TVA et l'avait remplacé par un poste de langue anglaise. Mme Gaal, une mère de famille d'origine québécoise, ne le prend tout simplement pas et commence à s'impliquer dans le dossier en compagnie de Lyne Lemieux de l'Association canadienne-française de l'Alberta. « J'étais pas contente parce que j'aimais beaucoup avoir le choix de plus d'une station, raconte-t-elle. À l'époque, on venait tout juste d'avoir TV5. Chaque chaîne est différente et une n'est pas meilleure que l'autre mais ce qu'on aime c'est d'avoir le choix. Également, il n'y a pas tellement de programmation pour les enfants à Radio-Canada. Il y en a un peu mais quand c'est fini et qu'ils mettent les sports le samedi midi, si mes enfants regardent la télévision, ils la regardent en anglais. Je ne sais pas quel est l'horaire de TVA, mais il y aura au moins plus de choix et c'est ce qui est important pour moi. »

À l'époque, en compagnie de Mme Lemieux, Mme Gaal avait rencontré M. Randy Muth, celui qui était alors en charge de Vidéotron à Edmonton. « Il nous disait que la compagnie n'était pas intéressée à remettre TVA pour le moment mais que, quand ils auraient amélioré leur système, ils auraient plus de postes disponibles et qu'on pourrait le récupérer, même si ça irait seulement vers 1997 ou 1998. »

Des contacts avaient même été faits avec la compagnie Vidéotron à Montréal. « Ils se fichaient pas mal de nous parce qu'ils étaient pour perdre du revenu, se souvient Mme Gaal. Ils n'étaient vraiment pas intéressés. L'ironie dans tout ça, c'est qu'à l'époque, Vidéotron Edmonton était une des filiales de Vidéotron à Montréal, qui est la propriété de Canadiens français qui détenaient également TVA. Maintenant TVA n'appartient plus à Vidéotron et c'est TVA qui fait la demande pour être diffusé partout au Canada. »

Quand il a été clair que la compagnie ne voulait pas diffuser TVA, Mme Gaal a menacé d'annuler son abonnement au câble. C'était sans compter sur le poids qu'ont maintenant les câblodistributeurs... « On avait regardé quelle serait la réception sans le câble et c'était vraiment trop horrible. Il a donc fallu qu'on conserve notre abonnement, mais on a pris seulement que le service de base. C'était notre façon de protester. On leur a même dit pourquoi on le faisait et ça ne les a pas dérangé le moins du monde. » Maintenant qu'ils sont habitués au service de base et que le réseau TVA sera obligatoirement distribué sur ce service, la famille Gaal n'a pas l'intention de reprendre tous les postes qu'ils ont déjà eus.

Depuis 1994, le temps a passé et TVA n'est toujours pas revenu et ce malgré ce que Randy Muth avait dit. « Dans le temps, j'avais un peu plus confiance que ça se ferait. Ça ne s'est pas fait, peut-être parce qu'ils savaient que TVA ferait une demande au CRTC, mais disons que d'une chose à l'autre je me suis un peu désintéressée du dossier parce que je n'y croyais plus vraiment. Je me disais qu'un jour on pourrait peut-être avoir un petit satellite ou encore acheter des postes en provenance du Québec. »

On peut donc imaginer la réaction de l'Edmontonienne lorsqu'elle a appris que TVA serait disponible au plus tard le 31 avril prochain : « J'écoutais CHFA et j'avais les bras dans les airs en disant " yé, on l'a". Surtout que j'ai de mes copines qui me disaient qu'il y avait de bonnes séries hebdomadaires et je ne pouvais pas les écouter. Là, on va pouvoir parler des mêmes choses. Je suis bien contente. »

Dès qu'elle en a eu l'occasion, Mme Gaal a contacté Vidéotron pour savoir quand exactement le réseau TVA sera disponible sur le câble. « La réceptionniste ne savait pas trop de quoi je parlais. Elle m'a transférée à M. Brian Brochu qui m'a dit que leur plan d'action n'était pas encore établit mais qu'il serait en mesure de me répondre probablement dans une semaine. »

« Pour moi, pour les francophones, c'est une belle victoire que le CRTC reconnaisse qu'on peut avoir le choix. On n'enlève rien à personne et ça nous donne un choix de plus. Il y a même des anglophones que je connais qui ne parlent pas un mot de français mais qui écoutaient des parties de hockey à TVA parce que ce réseau diffusait un match qui n'était pas sur d'autres canaux. Ils ne se plaignaient pas qu'on ait ce poste-là. C'est un bon point de départ que le CRTC reconnaisse enfin qu'il y a quelque chose ailleurs qu'au Québec. »

Semaine vision internationale :

Partir le sac au dos..

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

Du 2 au 6 novembre dernier avait lieu à la Faculté Saint-Jean d'Edmonton la *Semaine vision internationale*, une activité organisée par le Club international de la Faculté.

Plusieurs activités ont eu lieu tout au long de la semaine, allant des danses du sud aux programmes d'études à l'étranger en passant par la vente de gâteries au profit de Centraide et le cinéma du monde. Peu importe l'activité, absolument tout donnait envie de faire ses valises pour mettre le cap sur une destination lointaine.

C'était le cas notamment de la table ronde sur le voyage, présentée le mercredi midi, où un petit groupe d'étudiants s'était réuni pour partager leurs différentes expériences de voyages et se remémorer des souvenirs souvent des plus cocasses.

C'est ainsi que Mélissa et Céleste ont raconté leur expérience avec le groupe *Au PAIR*, des voyages qui se sont soldés, dans les deux cas, par des retours au pays beaucoup plus rapides que prévu. *AU PAIR* est un organisme qui permet aux jeunes d'aller dans un autre pays pour s'occuper d'enfants. L'expérience permet au jeune de s'intégrer dans une nouvelle culture et d'apprendre rapidement la langue du pays hôte puisque celui-ci est logé dans la famille des enfants dont il doit prendre soin. Par contre, il n'est pas toujours facile de trouver famille à son pied : les différences de culture et de valeurs sont souvent difficiles à surmonter, voire même impossible dans bien des cas.

Mélissa et Céleste sont toutes deux tombées sur des familles à leur sens un peu spéciales. « La dame voulait que je donne toute une série de médicaments à ses enfants qui n'étaient pas malades afin de les garder en santé, soutien Céleste. Pour moi, ça n'entre pas dans mes valeurs et j'avais beaucoup de difficultés avec ça. » « La famille pour qui je travaillais m'avait acheté une télévision pour mettre dans ma chambre, se rappelle Mélissa. Sauf que je devais regarder la télévision seule dans ma chambre, ils ne voulaient pas que je m'installe avec eux dans le salon. Moi j'avais besoin de sentir que j'avais une famille, même si ce n'était pas vraiment la mienne. »

Mélissa ajoute que toutes les personnes avec qui elle a parlé qui ont déjà participé à ce programme lui ont dit avoir changé de famille plusieurs fois avant de trouver le foyer idéal.

Les deux voyageuses n'ont pas vécu que des désagréments en voyage, loin de là. Céleste s'est payé un voyage autour du monde en compagnie de son sac à dos. Lors du départ elle était accompagnée de son cousin, un camarade de voyage qu'elle a troqué pour un autre en cours de route. Pendant 14 mois, elle a visité l'Europe, puis s'est déplacé tranquillement vers l'est, jusqu'en Australie où elle a passé quelques mois pour travailler, question de renflouer son portefeuille. C'est en voyageant de cette façon qu'elle a rencontré une foule de gens intéressants et qu'elle a pu apprécier le mieux son voyage.

De son côté, Mélissa a participé à un programme de *Jeunesse Canada Monde* au Québec et au Burkina Faso. Elle devait passer quatre mois au Québec et quatre mois au Burkina Faso. Pour elle, cette façon de voyager était excellente puisque l'organisation les encadrait beaucoup, surtout au niveau des us et coutumes de l'endroit. Ainsi, elle a pu savoir avant de se mettre les pieds dans les plats que regarder les gens dans les yeux est très impoli dans un pays comme le Burkina Faso.

Céleste, Josée, Mélissa et Mario s'entendent pour dire que la meilleure façon de voyager, de rencontrer des gens intéressants et d'apprendre à connaître un pays est encore de partir par soi-même avec son sac à dos. Par contre, cette façon de faire est plus difficile dans les pays plus démunis puisque les gens de l'endroit voient souvent les touristes comme une façon de faire des sous rapidement.

Entre les histoires de parasites, de coquerelles, d'aéroport et d'autobus, chacun a quitté avec une étincelle dans les yeux, un petit quelque chose qui me dit que certains vont prendre le large d'ici peu...

Il y a 80 ans, la première guerre mondiale prenait fin

SIMON PAGÉ

Edmonton

Première partie

Cette année marque le 80e anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale, considérée par H. G. Wells, le célèbre auteur britannique comme la « Guerre qui mettrait fin à toutes les guerres ». En effet, le 11 novembre 1918, l'Armistice était signée entre les belligérants allemands et alliés dans un wagon spécial d'une petite forêt du nord-est de la France. Le 11e jour du 11e mois, à la 11e heure, la Première Guerre mondiale prenait fin.

Tranchées, boue, désolation, neige, tels sont les mots qui décrivent le plus souvent la Première Guerre mondiale. Des moyens et des armes modernes, mais une stratégie moyenâgeuse utilisée par les généraux qui allaient coûter la vie de millions d'êtres humains. Nul n'aurait pensé que le conflit allait durer de 1914 à 1918. On pensait retourner à la maison avant Noël. « Il ne fallait surtout pas manquer notre chance » disaient la plupart des soldats qui se sont enrôlés dès les premiers jours. Personne ne se doutait que le prix à payer serait une génération complète de jeunes hommes.

Avec un arsenal de guerre moderne - artillerie, explosifs puissants, mitrailleuses - les deux camps qui se faisaient face durent creuser des tranchées pour se protéger. Les deux armées allaient s'affronter sur une distance de 900 km entre la mer du Nord et la frontière suisse, à travers la Belgique et le nord-est de la France. Séparant les deux armées, le *No Man's Land*, ce territoire jonché de corps morts, de fils de fer barbelés, de trous d'obus, de boue et de cratères qui appartenait à personne, mais que l'on devait traverser pour attaquer l'ennemi.

Photo Simon Pagé

Quelque part en Flandres...

La stratégie utilisée par les deux camps était toujours la même : percer les lignes ennemies et gagner rapidement la guerre. Mais au fur et à mesure que les troupes se lançaient à l'attaque, elles devaient d'abord traverser les fils de fer barbelés, le *No Man's Land* puis affronter les armes redoutables des ennemis, tout cela en portant jusqu'à 30 kilogrammes d'équipement.

La Première Guerre mondiale vit près de 65 000 000 de soldats des deux camps s'affronter. De ceux-ci, 8 500 000 soldats périrent. En ce qui concerne les civils qui sont morts des causes directes ou indirectes de la Grande Guerre, il y en a plus de 10 000 000.

Plus de 600 000 soldats canadiens combattirent auprès des Alliés, pendant la Première Guerre mondiale. 65 000 ne revinrent jamais, soit une proportion de plus de 10% Plus de 3 000 femmes servirent à titre d'infirmières au sein du service de santé de l'armée canadienne. Alors que quelques-unes servaient dans des hôpitaux derrière les lignes, plusieurs servirent à proximité du feu ennemi et 46 donnèrent leur vie. Ces infirmières aidèrent à traiter près de 200 000 Canadiens blessés au cours de la guerre.

Le Canada en 1914

La formation du Corps Expéditionnaire Canadien (CEC)

En 1914, le Canada était un pays tout jeune. A cette époque, la population du Canada était de 8 000 000 d'habitants dont de nombreux immigrants récemment arrivés. Même si le Canada était un pays en 1914, c'est la Grande-Bretagne qui décidait de son sort au niveau des affaires internationales. Dès que la Grande-Bretagne déclara la guerre à l'Allemagne, le 4 août 1914, le Canada était aussi en guerre, qu'il l'ait souhaité ou non. Un corps expéditionnaire fut formé. L'armée régulière du Canada ne comptait que 3 110 hommes. Malgré tout, plusieurs volontaires se rendirent aux nombreux centres de recrutement à travers le pays. En l'espace de quelques semaines, plus de 32 000 hommes se retrouvèrent au camp de Valcartier, près de Québec. En octobre 1914, la Première Division canadienne était en Angleterre. Ils passèrent l'hiver à s'entraîner dans la boue de *Salisbury Plains* en prévision de leur premier engagement.

(Deuxième partie la semaine prochaine)

Sur le bout de la langue

Annie Bourret (APF)

Fêter la Saint-Lundi

Le mot semaine apparaît vers l'an 1050 en français. Du latin *septimana* (relatif à sept), il désigne les cycles de sept jours dans les calendriers occidentaux et chrétiens de l'époque. Curieusement, c'est l'adjectif hebdomadaire (du grec *hebdomas* pour «semaine») que nous employons pour parler d'un événement qui a lieu chaque semaine. Le mot semainier existe pourtant depuis 1200, mais avec le sens de «personne qui assure un service d'une semaine» et, aussi, celui d'un agenda.

L'élément *di* du nom des jours de la semaine provient du latin *dies* («jour»), généralement accolé au nom d'un dieu. Lundi est le «jour de la lune» (*lunsdi* en 1119), tandis que *mardi*, apparu en français en 1110, a le dieu romain de la guerre pour patron (jour de Mars). La notion de *mardi gras* désigne le dernier jour du carnaval avant le Carême chrétien.

Au XVIIᵉ siècle, la prononciation *mécredi* pour mercredi était la plus populaire en France, avant d'être condamnée par Vaugelas (1585-1650). Au Canada, nous avons longtemps maintenu cette variation. À l'origine *mercoris dies*, le mercredi rappelle le nom de Mercure, dieu romain du commerce et des voyages.

Le jeudi est le jour de Jupiter, le dieu des dieux. Dès 1470, le jeudi est associé à un jour gras, probablement à cause de la coutume catholique de jeûner le vendredi. L'expression *en la sepmaine à deux jeudis* (1491) reflète le souhait d'avoir plus d'un jour faste par semaine. Dès le XVIᵉ siècle, on augmente à trois le nombre de jeudis désirables dans une semaine, lesquels passent à quatre au XIXᵉ siècle, dans l'expression *la semaine des quatre jeudis*. En Amérique du Nord, cette expression évoque un moment utopique et non le sens de «congé scolaire» qu'elle possède en France.

Vénus, déesse romaine de l'amour, a donné son nom au vendredi. L'expression *tel qui rit vendredi dimanche pleurera* vient de Racine (1639-1699). Vendredi fut longtemps le «jour maigre», c'est encore le *vendredi saint*, précédant Pâques. Enfin, il faut signaler le *vendredi treize*, funeste ou chanceux, c'est selon.

Le samedi (de *sambati dies*) signifie littéralement le «septième jour». En France, on prétend d'une personne *née un samedi* qu'elle est paresseuse, au Québec on disait autrefois d'une femme très pomponnée qu'elle était *crétée en samedi soir* (crétée est un bricolage phonétique et sémantique de l'anglais *crated*).

De nombreux dimanches, notamment le dimanche des Rameaux, désignent des événements religieux. Ils rappellent ainsi l'origine du dimanche, c'est-à-dire le jour du Seigneur (*dies dominica*). Le mot dimanche occupe une place importante dans le lexique français, comparativement aux autres jours de la semaine. Il signifie «amateur» dans *peintre du dimanche* et *chauffeur du dimanche*. La tournure *habits du dimanche* rappelle qu'il fallait porter des vêtements ce jour-là, tout comme *s'endimancher*. L'adjectif *endimanché* peut aussi évoquer la gaucherie, grâce à la locution *avoir l'air endimanché*.

Enfin, le dimanche peut être aussi prétexte à *fêter la Saint-Lundi*, c'est-à-dire ne pas travailler le lundi parce qu'on a fait la fête la veille...

Faites parvenir vos commentaires par courriel à abourret@bc.sympatico.ca ou à la rédaction du journal.



OFFRE D'EMPLOI

REPRÉSENTANT DES VENTES PUBLICITÉ DE L'ANNUAIRE

LE FRANCO est à la recherche d'une personne intéressée à vendre de la publicité pour la prochaine édition de l'ANNUAIRE des organismes, des commerçants et des professionnels francophones de l'Alberta.

FONCTIONS:
Sous l'autorité de la directrice, vendre de loa publicité à travers la province pour la prochaine édition de l'ANNUAIRE. La personne choisie devra se déplacer en province pour rencontrer les clients potentiels.

EXIGENCES:
- Bonne expérience dans le domaine de la vente en général; expérience de la vente de publicité sera un atout important
- Bilingue (français/anglais)
- Personne dynamique
- Posséder une auto

SALAIRE:
Commission intéressante sur les ventes.

DURÉE DE L'EMPLOI:
Décembre 1998 à mars 1999

Les personnes intéressées par cet offre d'emploi doivent faire parvenir leur curriculum vitae dès que possible.

Concours Représentant des ventes
Le Franco
201, 8527-91e Rue
Edmonton (Alberta)
T6C 3N1

LE FRANCO souscrit au principe de l'égalité en matière d'emploi.

L'ambassadeur du Canada en France :

De la grande visite à Calgary !

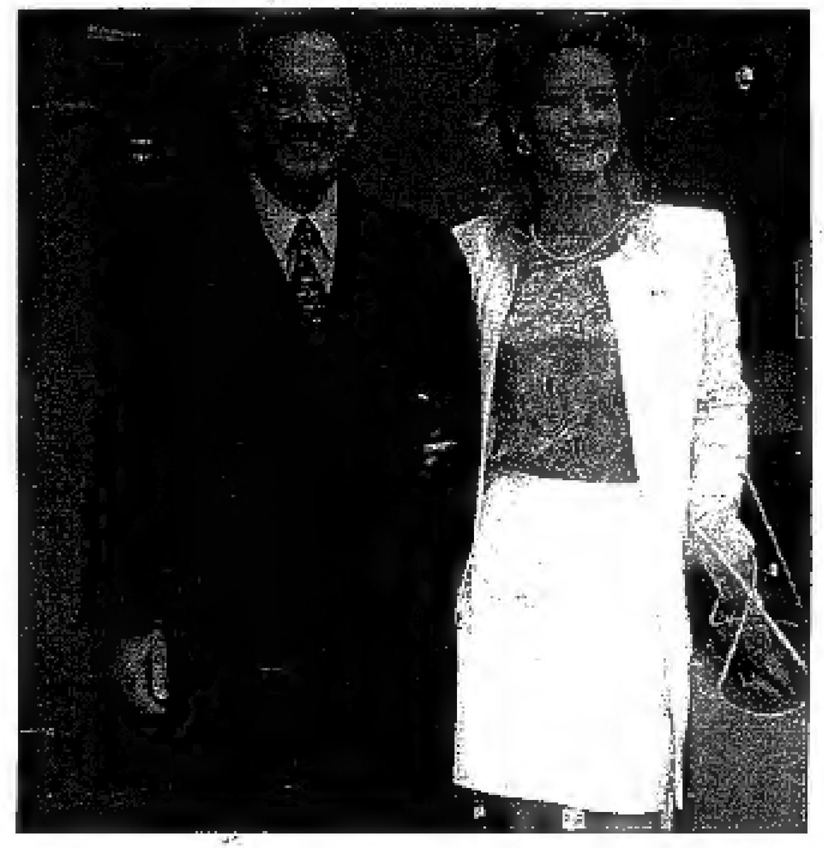


Photo : Suzanne de Courville Nicol Sawyer

L'ambassadeur du Canada à Paris, M. Jacques Roy et la directrice pour la région des Prairies du Conseil pour l'unité canadienne, Mme Michèle Stanners.

SUZANNE SAWYER

Calgary

Me Brian Felesky, avocat de grande renommée à Calgary et membre de l'exécutif du Conseil pour l'unité canadienne (CUC) pour la région des Prairies, recevait récemment à Calgary, monsieur Jacques Roy, l'ambassadeur du Canada en France.

Invité par Me Felesky, des gens de Calgary disaient être choyés de rencontrer l'ambassadeur Roy lors d'un déjeuner-conférence organisé par le CUC, à l'hôtel Westin. On reconnaissait la main agile et efficace de la directrice du CUC, Me Michèle Stanners au succès de cet événement.

Se référant à la Journée du Souvenir, l'unique journée officielle au Canada pour commémorer nos combattants, Monsieur Roy étonnait son auditoire. « En France, disait-il, il y a 365 Journées du Souvenir ! Je reçois au moins une soixantaine d'invitations pour représenter le Canada à toutes ces cérémonies formelles, pour commémorer le rôle que les Forces canadiennes ont joué en France, pendant les deux guerres mondiales. »

Parlant de fierté canadienne, notre ambassadeur ajoutait : « Je dois vous dire qu'à chaque occasion, le coeur me gonfle de profond respect et de reconnaissance envers nos combattants, ainsi que de grande fierté à représenter le Canada. » Il soulignait également qu'à chaque occasion, le drapeau du Canada était bien en évidence ajoutant à la blague : « On croirait bien que Mme Copps me précède à chaque événement, en laissant sa carte de visite de multiples drapeaux canadiens. »

Suite à cette réception, Me Stanners et la présidente du Conseil de Coordination du Centre Sud, madame Suzanne de Courville Nicol Sawyer, ont accompagné l'ambassadeur Roy pour une courte visite du Centre scolaire communautaire La Cité des Rocheuses. Monsieur Roy était par la suite le conférencier invité au Collège Mount-Royal.



Spécialiste des eaux régionales

Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP)
Agriculture et Agro-alimentaire Canada
Red Deer (Alberta)

Ce poste à temps plein présentant des perspectives stimulantes et valorisantes est offert aux personnes résidant à l'ouest du lac Supérieur et au sud du 60e parallèle.

Vous fournirez de l'information, des conseils et des services techniques en matière de ressources en eau de même que des consultations financières aux producteurs agricoles, aux entreprises et collectivités rurales, aux gouvernements locaux et au ministère en vue de favoriser le développement durable et l'entretien des ressources dans les parties rurales de la région de Red Deer. Vous toucherez un salaire annuel variant entre **46 012 $** et **55 493 $**.

Vous devez avoir obtenu un diplôme d'une université reconnue avec une spécialisation acceptable dans le domaine des ressources en eau, du génie, de l'agriculture, de la géographie ou dans une autre science pertinente. L'expérience dans la planification et(ou) l'implantation de programmes et de projets en gestion des eaux dans les Prairies est essentielle, idéalement pour les secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire.

La maîtrise de l'anglais est essentielle, et vous devez être disponible pour voyager au besoin. Il vous faut également posséder un permis de conduire valide ou avoir la capacité personnelle de vous déplacer normalement associée au fait de détenir un permis de conduire valide.

Si ce poste vous intéresse, veuillez acheminer votre curriculum vitæ d'ici le **30 novembre 1998**, en mentionnant le numéro de référence **AGR9073CR75-N(W8F)**, à la **Commission de la fonction publique du Canada, 9700, avenue Jasper, bureau 830, Edmonton (Alberta) T5J 4G3. Télécopieur : (403) 495-2098. Courriel : pscedm@psc-cfp.gc.ca** Pour postuler par voie électronique, visitez notre site Internet à **www.psc-cfp.gc.ca/jobs.htm**

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence ira aux personnes de citoyenneté canadienne.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.
This information is available in English.

Commission de la fonction publique du Canada | Public Service Commission of Canada

Canada



Directrice principale ou directeur principal de projet

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Edmonton (Alberta)

Poste offert aux personnes résidant à l'est des Rocheuses, à l'ouest du lac Supérieur et au nord du 60e parallèle.

Nous acceptons des candidatures au poste de directrice principale ou directeur principal de projet pour le bureau d'Edmonton. Si vous êtes une directrice ou un directeur avant-gardiste ayant l'esprit d'équipe et le souci du service à la clientèle et possédant des aptitudes démontrées pour la planification, la direction et la coordination de projet auprès d'une clientèle variée, comprenant des entreprises privées ainsi que des ressources à l'interne et(ou) des groupes d'intérêt spéciaux, ce poste est pour vous. Il vous faut également vous y connaître dans la prestation de services de gestion de projet en vue de la conception, de l'aménagement et de la construction de bâtiments de moyenne ou grande dimension. Vous toucherez un salaire annuel variant entre **63 059 $** et **75 877 $**.

Pour accéder à ce poste stimulant, vous devez posséder un diplôme décerné par une université reconnue en génie civil, mécanique ou électrique ou dans une autre discipline pertinente du génie et être admissible à une attestation d'ingénieur professionnel au Canada. En plus de faire preuve de leadership, vous avez de l'expérience dans la direction de projets touchant des bâtiments ou des ressources connexes comportant divers degrés de complexité et d'envergure, notamment aux étapes de planification, de conception et de construction, et avec les mécanismes de résolution de litige.

La maîtrise de l'anglais est essentielle. Il vous faut également être disponible pour de fréquents déplacements et posséder un permis de conduire valide ou avoir la capacité personnelle de vous déplacer normalement associée au fait de détenir un permis de conduire valide. Une vérification approfondie de la fiabilité et de la sécurité sera effectuée avant la nomination.

Si ce poste vous intéresse, veuillez acheminer un curriculum vitæ détaillé d'ici le **30 novembre 1998**, en indiquant clairement en quoi vous correspondez aux exigences du poste ainsi que votre citoyenneté, et en mentionnant le numéro de référence **SVC9149CR75(W8F)**, à la **Commission de la fonction publique du Canada, 9700, avenue Jasper, bureau 830, Edmonton (Alberta) T5J 4G3. Télécopieur : (403) 495-2098. Courriel : pscedm@psc-cfp.gc.ca** Pour postuler par voie électronique, visitez notre site Internet à : **www.psc-cfp.gc.ca/jobs.htm**

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence ira aux personnes de citoyenneté canadienne.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.
This information is available in English.

Commission de la fonction publique du Canada | Public Service Commission of Canada

Canada

SAVEZ-VOUS QUE...



(NC)—Les langues, un atout en affaires. Le français et l'anglais sont des langues internationales; notre connaissance de ces langues rehausse notre compétitivité et notre influence à l'échelle internationale.

Afin de les rattacher au réseau :

2 millions de dollars pour les autochtones

EDMONTON

Deux groupes de dévelop-pement économique autochtone obtiennent de Diversification de l'économie de l'Ouest (DEO) une subvention de plus de 2 millions de dollars pour lancer deux nouveaux projets.

La subvention, répartie sur une période de trois ans, permettra aux agents de développement économique autochtone qui manquent terriblement d'outils technologiques, de se rattacher au réseau informatique, ce qui les aidera à mieux servir les entrepreneurs de leur collectivité.

Le premier projet sera lancé ce mois-ci et une tranche de 552 mille dollars servira à l'achat de ma-tériel informatique et à donner de la formation aux membres du Réseau des agents du dévelop-pement économique des autoch-tones de l'Alberta (RADEAA), composé de 50 agents de développement économique des Premières nations. Avec l'aide à la coordination de l'*Alberta Indian Investment Corporation*, chaque agent recevra un ordi-nateur, une imprimante, l'accès à Internet et de la formation. Cela donnera aux agents situés dans 44 collectivités des Pre-mières nations réparties partout en Alberta, les moyens d'aider davantage les entrepreneurs des réserves, de mieux communiquer entre eux et de partager l'information. En outre, la technologie permettra aux agents d'avoir un lien direct avec le Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien. Ce réseau offre des programmes et des services aux entreprises par l'entremise de DEO, des Centres de services aux entreprises du Canada, des Sociétés d'aide au développement des collectivités et des bureaux de l'Initiative pour les femmes entrepreneurs.

« Donner de l'appui aux groupes de développement économique favorise la croissance et la création d'emplois dans l'Ouest du Canada, » affirme M. Ronald J. Duhamel, secrétaire d'État de Diversification de l'économie de l'Ouest et de Sciences, Recherche et Développement. « Ces initiatives donneront aux entrepreneurs autochtones les outils appropriés pour réussir au seuil du nouveau millénaire. »

« Assurer à chaque agent de développement économique l'accès à l'information est d'une importance vitale, » signale M. Don Morin, directeur général de la société d'investissement des autochtones de l'Alberta (Alberta Indian Investment Corporation). « Avoir ce trésor d'informations à portée de la main permettra aux agents de découvrir des débouchés que les entrepreneurs et les collectivités pourront, on l'espère, exploiter. Grâce à des ordinateurs plus performants, les agents pourront aussi travailler plus efficacement. »

Le deuxième projet, semblable à celui du RADEAA, accordera environ 1,6 million de dollars pour l'achat d'ordinateurs et de matériel informatique destinés aux agents du Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones. Ce projet permettra à 400 agents de développement économique situés dans les quatre provinces de l'Ouest d'avoir accès à la nouvelle technologie et de profiter des avantages de la communication en direct. Cela aidera les agents à rehausser les normes de services offerts, non seulement aux collectivités des Premières nations, mais aussi aux nations métis des quatre provinces et au Conseil des peuples autochtones. La première phase de ce projet, dont bénéficieront les quatre provinces, commencera en Alberta en janvier 1999, la deuxième phase couvrira le Manitoba en 1999-2000 et en 2000-2001, la phase finale couvrira la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.



PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, **LE FRANCO** vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines Plus de 20 mots: 0,10 $ de plus par mot. Annonces encadrées: 3,50$ de plus. Vous devez ajouter 7% (TPS).

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12h00) . Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi midi.. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

LE FRANCO 201, 6527 - 91e Rue Edmonton (AB) T6C 3N1
Tél.: 465-6581

Abonnez-vous dès maintenant!



- ☐ **1 AN - 26,75$**
- ☐ **2 ANS - 48,15$**
- ☐ **HORS CANADA - 1 AN - 51,36$**

(TPS incluse - tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom: ....
Adresse: ....
Ville: .... **Province:** ....
Code postal: ....
Téléphone: ....

Votre chèque ou mandat de poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres moulées S.V.P.)

201, 6527 - 91e rue, Edmonton, Alberta, T6C 3N1
Téléphone: 465-6581, Télécopieur: 465-3647
Courrier électronique: n.kermoal@francalta.ab.ca



Paroisses francophones

Messes du dimanche

CALGARY

Ste-Famille
1719 - 5 rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Emile
dimanche:11h00

St-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

EDMONTON ET ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h00

Immaculée-Conception
10830-96e rue
Dimanche: 10h30

Ste-Anne
9810-165e rue
Dimanche: 10h30

Paroisse St-Joachim
9928-110e rue
Mer., ven. et sam. 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont, St-Vital
4905-50e rue
Dimanche: 9h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

ST-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche: à 9h30

Régional en bref

ALBERTA

Nomination

M. Jean Watters, très connu de la francophonie albertaine pour y avoir travaillé pendant plusieurs années, sera officiellement confirmé dans son poste de recteur de l'Université Laurentienne en Ontario, le samedi 7 novembre prochain. La cérémonie aura lieu dans le cadre de la cérémonie de la Collation des grades de l'automne. M. Watters deviendra la huitième personne à occuper ce poste.

Renouvellement de l'entente

La tournée de l'Équipe Francophonie réunissant des porte-paroles des communautés francophones de toutes les provinces et territoires tenues récemment à Ottawa a été un grand succès de l'avis de ses participants albertains. Grâce au travail de la FCFA du Canada, des rencontres ont été coordonnées, un message de solidarité a été envoyé et la rencontre a pu avoir de l'impact qui sera décisif lors du renouvellement des ententes Canada-communauté. Selon la présidente de l'ACFA provinciale, Mme Louisette Villeneuve, ce gentre de rencontre est très important afin de s'assurer que les décideurs connaissent les besoins de la francophonie avant de prendre des décisions qui influenceront le développement de la francophonie pour les cinq prochaines années.

EDMONTON

Conférence

M. Desmond Tutu, bien connu pour avoir oeuvré aux côtés de Nelson Mandela contre l'apartheid, donnera une conférence à l'Université de l'Alberta le dimanche 29 novembre 1998 à 15h00 au *Northern Alberta Jubilee Auditorium*. La conférence portera sur les droits humains.

Conseil scolaire

Le conseil scolaire du Centre-Nord, le seul à avoir tenu des élections en octobre dernier, a tenu sa réunion organisationnelle le 2 novembre dernier. Denis Tardif a été reporté à la présidence du conseil pour une autre année et Pierre Desrochers a été élu au poste de vice-président. Les autres conseillers sont Mmes Patricia Rijavek, Christiane Spiers ainsi que M. Zacharie Magnan.

Opéra

L'opéra d'Edmonton présente *Le mariage de Figaro* de Wolfgang Amadeus Mozart, le samedi 28 novembre 1998 à 20h00, le mardi 1er décembre et le jeudi 3 décembre 1998 à 19h30. C'est le baryton Peter Volpe qui interprètera le rôle de Figaro et la soprano Brenda Harris qui interprètera le rôle de la comtesse.

FALHER

Salon jeunesse

Le tout premier salon d'information pour la jeunesse francophone en Alberta aura lieu le 20 novembre prochain au gymnase de l'école Héritage à Falher. Ce salon regroupera des personnes ressources, des entreprises, des groupes communautaires, des établissements d'éducation et des agences gouvernementales qui offriront aux jeunes de l'information sur la recherche d'emploi, les débouchés, l'entrepreneuriat et une foule de sujets qui les touchent.